



CHAPITRE 22

Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec

[Sanctionnée le 14 avril 1944]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CRÉATION DE LA COMMISSION

S.R.,
c. 98A, aj. **1.** Les Statuts refondus, 1941, sont modifiés en insérant, après le chapitre 98, le suivant:

"CHAPITRE 98A

"LOI CONCERNANT LA COMMISSION
HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC

Titre
abrégé. **"1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la Commission hydroélectrique de Québec*.

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

Définitions:
"Commission";
"Régie";
"Ministre";
"Énergie";
"2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique le contraire,
1° "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec;
2° "Régie" désigne la Régie des services publics;
3° "Ministre" désigne le ministre des terres et forêts;
4° "Énergie" désigne l'électricité, le gaz, la vapeur et toute autre forme d'énergie, hydraulique, thermique ou autre.

CHAPTER 22

An Act to establish the Quebec Hydro-Electric Commission

[Assented to, the 14th of April, 1944]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

COMMISSION ESTABLISHED

1. The Revised Statutes, 1941, are amended by inserting therein, after chapter 98, the following chapter: R.S.,
c. 98A, added.

"CHAPTER 98A

"AN ACT RESPECTING THE QUEBEC
HYDRO-ELECTRIC COMMISSION

"1. This act may be cited as the *Quebec Hydro-Electric Commission Act*. Short title.

DIVISION I

INTERPRETATIVE PROVISIONS

"2. In this act, unless the context otherwise requires:
1. "Commission" means the Quebec Hydro-Electric Commission;
2. "Board" means the Public Service Board;
3. "Minister" means the Minister of Lands and Forests;
4. "Power" means electricity, gas, steam and any other form of energy, hydraulic, thermic or other. Definitions:
"Commission";
"Board";
"Minister";
"Power";

Exercice
de pou-
voirs.

"3. Tout pouvoir conféré à la Commission peut être exercé de temps en temps, entièrement ou partiellement, aussi souvent qu'il est jugé à propos de le faire.

"3. The powers conferred upon the Commission may be exercised from time to time, in whole or in part, as often as it may be deemed expedient to do so.

SECTION II

CONSTITUTION DE LA COMMISSION

Création.

"4. Une corporation est créée sous le nom, en français, de "Commission hydroélectrique de Québec", et, en anglais, de "Quebec Hydro-Electric Commission", ou l'abréviation "HYDRO-QUÉBEC".

"4. There shall be a corporation called the "Quebec Hydro-Electric Commission", in English, and the "Commission hydroélectrique de Québec", in French, or, in abbreviated form, "HYDRO-QUEBEC".

Membres.

"5. Cette Commission est formée d'un président et d'au plus quatre autres membres qui sont tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont il fixe les traitements.

"5. Such Commission shall consist of a president and of not more than four other members, all of whom shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries.

Secrétaire,
etc.

"6. La Commission peut nommer un secrétaire, un trésorier et tous autres fonctionnaires et employés requis pour ses opérations, fixer leur traitement ou rémunération, définir leurs fonctions, retenir les services d'experts aux conditions qu'elle juge à propos.

"6. The Commission may appoint a secretary, a treasurer and any other functionaries and employees required for its operations, fix their salary or remuneration, and define their duties, and retain the services of experts upon such conditions as it may deem expedient.

Traite-
ments,
etc.

"7. Le traitement des membres de la Commission, ceux de son personnel et toutes ses autres dépenses sont payés sur ses revenus.

"7. The salaries of the members of the Commission and those of its staff, and all other expenses of the Commission, shall be paid out of its revenues.

Siège so-
cial.

"8. La Commission a son siège social en la cité de Montréal et elle peut établir des bureaux en toutes autres localités.

"8. The corporate seat of the Commission shall be in the city of Montreal. It may establish offices in any other place.

Quorum.

"9. La majorité des membres de la Commission forme quorum aux séances; toute décision requiert l'assentiment de la majorité absolue des membres.

"9. A majority of the members of the Commission shall constitute a quorum at the sittings; every decision shall require the assent of the absolute majority of the members.

Sup-
pléants.

"10. Au cas d'absence, de maladie ou d'incapacité d'agir d'un membre de la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un suppléant.

"10. In the case of absence, illness or incapacity to act of any member of the Commission, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a substitute.

Authenti-
cité.

"11. Les procès-verbaux des séances approuvés par la Commission sont authentiques et il en est de même des copies ou extraits certifiés par un membre de la Commission, le secrétaire ou un secrétaire adjoint.

"11. The minutes of the sittings, approved by the Commission, as well as copies or extracts certified by a member of the Commission, the secretary or a deputy secretary, shall be authentic.

Règle-
menta-
tion.

"12. La Commission peut faire des règlements pour régler l'exercice de ses

"12. The Commission may make by-laws to regulate the exercise of its powers,

pouvoirs, sa régie interne et les fonctions de son personnel. Ces règlements entrent en vigueur sur l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

its internal government and the duties of its staff. Such by-laws shall come into force upon approval by the Lieutenant-Governor in Council.

Pouvoirs. "13. La Commission a tous les pouvoirs d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province et il sera loisible au lieutenant-gouverneur d'émettre de telles lettres patentes constatant la constitution de la corporation.

"13. The Commission shall have all the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province and the Lieutenant-Governor may issue such letters patent evidencing the constitution of the corporation. Corporate powers.

Pouvoir de posséder des biens. "14. La Commission a le pouvoir de posséder des biens meubles et immeubles; ce pouvoir n'est pas limité.

"14. The Commission shall have power to possess moveable and immoveable property, and such power shall be unlimited. Possession of property.

Non-responsabilité personnelle. "15. Les membres de la Commission ne sont personnellement responsables d'aucun acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

"15. The members of the Commission shall not be personally liable for any act done in good faith in the performance of their duties. No personal liability.

Quo warranto. "16. 1. Aucun bref de *quo warranto* ne peut être émis à l'égard de la charge occupée ou d'une prérogative exercée par la Commission ou par l'un de ses membres.

"16. 1. No writ of *quo warranto* may be issued with respect to the office held or the exercise of any prerogative by the Commission or by any member thereof. Quo warranto.

Mandamus. 2. Aucun bref de *mandamus* ne peut être émis pour ordonner à la Commission ou à un de ses membres d'accomplir un devoir ou un acte.

2. No writ of *mandamus* may be issued to order the Commission or any member thereof to discharge any duty or to do any act. Mandamus.

Injonction. 3. Aucun bref d'injonction ne peut être émis pour empêcher temporairement ou permanentement la Commission, ses membres ou préposés d'accomplir une action ou d'exécuter une opération ou de continuer à accomplir une action ou à exécuter une opération.

3. No writ of injunction may be issued to prevent, either temporarily or permanently, the Commission or any of its members or agents from doing anything or carrying out any operation, or continuing to do anything or to carry out any operation. Injunction.

Prohibition. 4. Aucun bref de prohibition ne peut être émis relativement à toute chose faite par la Commission ou par l'un de ses membres ou que la Commission ou l'un de ses membres veut faire.

4. No writ of prohibition may be issued with respect to anything done or proposed to be done by the Commission or any member thereof. Prohibition.

Indépendance des membres. "17. Aucun membre de la Commission ne doit avoir aucun intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de production ou de vente d'énergie ou de fabrication ou de vente d'appareils pour l'utilisation d'énergie.

"17. No member of the Commission shall have any direct or indirect interest in any undertaking for the generation or sale of power or for the manufacture or sale of apparatus for the utilization of power. Independence of members.

Idem. Si lors de sa nomination, un membre de la Commission a un tel intérêt ou si un tel intérêt lui échoit ultérieurement par succession ou à titre équivalent, il est tenu d'en disposer immédiatement.

If, at the time of his appointment, any member of the Commission has such an interest, or if any such interest devolves upon him subsequently by inheritance or equivalent title, he shall be bound to dispose thereof immediately. Idem.

- Pensions, etc.** "18. La Commission peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, établir un fonds de pension de retraite pour son personnel ainsi que pour le paiement d'indemnités au cas d'invalidité ou de décès.
- Idem.** "18. The Commission may, by by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council, establish a fund to provide retiring pensions for its staff and to pay indemnities in case of disability or death.
- Rapport annuel.** "19. La Commission est tenue de faire un rapport détaillé annuel de ses biens et de ses opérations donnant tous les renseignements nécessaires pour faire connaître l'état général de ses affaires. Ce rapport détaillé est soumis à l'Assemblée législative par le ministre.
- Idem.** "19. The Commission shall make a detailed annual report of its property and operations, containing all information necessary to show the general state of its affairs. Such detailed report shall be submitted to the Legislative Assembly by the Minister.
- Vérificateurs.** "20. Les comptes de la Commission sont vérifiés par les personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de nommer. La rémunération de ces personnes est payée sur les revenus de la Commission.
- Auditors.** "20. The accounts of the Commission shall be audited by such persons as the Lieutenant-Governor in Council may deem fit to appoint. The remuneration of such persons shall be paid out of the revenues of the Commission.
- Rapports des vérificateurs.** "21. Le rapport des vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Commission et il doit indiquer si, à leur avis, ce rapport est exact et si les opérations de la Commission, au cours de l'année écoulée, ont été conformes à la loi.
- Report of auditors.** "21. The auditors' report must accompany the annual report of the Commission and must indicate whether, in their opinion, the latter report is correct and whether the Commission's operations throughout the year ended have been carried on in conformity with the law.

SECTION III

DIVISION III

BUT DE LA COMMISSION

OBJECT OF THE COMMISSION

- Objet de la Commission.** "22. La Commission a pour objet de fournir l'énergie aux municipalités, aux entreprises industrielles ou commerciales et aux citoyens de cette province aux taux les plus bas compatibles avec une saine administration financière.
- Object to supply power.** "22. The object of the Commission shall be to supply power to the municipalities, industrial or commercial undertakings and citizens of this Province at the lowest rates consistent with sound financial administration.
- Tarifs.** Elle doit établir le tarif applicable à chaque catégorie d'usagers suivant le coût réel du service fourni à cette catégorie en autant que cela est pratique.
- Tariffs.** It shall establish the tariff applicable to each class of consumers according to the real cost of the service furnished to such class, in so far as practicable.
- Taux, etc.** Les taux et conditions auxquels l'énergie est fournie sont fixés par règlement de la Commission.
- Rates and conditions.** The rates and conditions upon which power is supplied shall be fixed by by-law of the Commission.

Vente
d'énergie
aux muni-
cipalités.

"23. La Commission est tenue de fournir de l'énergie en gros à toute municipalité qui lui en fait la demande et se conforme aux dispositions de la Loi de la municipalisation de l'électricité (chap. 213), à moins que cette municipalité ne soit dans un territoire que la Commission n'est pas alors en mesure de desservir économiquement.

Rensei-
gnements.

La Commission doit fournir à toute municipalité qui désire se prévaloir du présent article tous les renseignements requis pour l'étude du projet.

Comptes
séparés.

"24. La Commission doit tenir des comptes séparés pour chaque réseau de production et de distribution d'énergie exploité par elle et pour chaque réseau, les taux doivent être maintenus à un niveau suffisant pour défrayer:

- 1° Tous les frais d'exploitation;
- 2° Une part des frais généraux de la Commission proportionnelle à l'importance de ce réseau;
- 3° L'intérêt du capital engagé;
- 4° L'amortissement de ce capital sur une période maximum de cinquante ans;
- 5° Une réserve adéquate pour renouvellement;
- 6° Une réserve pour imprévus.

Réserve
de stabili-
sation.

La Commission doit, en outre, établir pour chaque réseau, une réserve de stabilisation de taux.

Place-
ments.

"25. La Commission peut placer toutes réserves ou autres fonds disponibles dans des valeurs émises par le gouvernement du Canada ou de la Province ou garanties par l'un d'eux.

Idem.

Elle peut également investir toutes réserves ou autres fonds disponibles dans toute entreprise de son ressort à charge de l'intérêt à un taux égal au taux moyen payé sur les sommes empruntées pour dépenses capitales.

Décisions
non revi-
sées par
tribunaux.

"26. Les décisions prises par la Commission en vertu de la présente section ne sont point soumises à révision par les tribunaux et nul ne peut invoquer les dispositions de la présente section à l'encontre d'un tarif établi par la Commission ou d'une obligation contractée envers elle.

"23. The Commission shall supply power wholesale to every municipality making application to it for the same and complying with the provisions of the Electricity Municipalization Act (Chap. 213), unless such municipality is in a territory which the Commission is not at the time in a position to serve economically.

The Commission shall supply all information required for consideration of the project to any municipality wishing to avail itself of this section.

"24. The Commission shall keep separate accounts for each power generation and distribution system operated by it, and for each system the rates must be kept at a sufficient level to defray:

1. All operating costs;
2. A part of the general expenses of the Commission proportionate to the importance of such system;
3. Interest upon the capital invested;
4. Amortization of such capital over a maximum period of fifty years;
5. An adequate reserve for renewals;
6. A reserve for contingencies.

The Commission shall, in addition, establish for each system a reserve for the stabilization of rates.

"25. The Commission may invest any reserve funds or other funds available in securities issued by the Government of Canada or of this Province, or guaranteed by either of them.

It may likewise invest any reserve or other funds available in any undertaking within its jurisdiction, subject to interest at a rate equal to the average rate paid on the sums borrowed for capital expenditure.

"26. The decisions made by the Commission under this division shall not be subject to revision by the Courts and no person may plead the provisions of this division against a tariff established by the Commission or against any obligation contracted in its favour.

SECTION IV

EMPRUNTS DE LA COMMISSION

Pouvoir
d'em-
prunt.

"27. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut emprunter de l'argent et émettre des billets ou obligations portant intérêt au taux qu'elle fixe, payables à telle époque, à tel lieu et en telle manière qu'elle détermine, soit en monnaie courante du Canada soit en toute autre monnaie, au Canada ou hors du Canada.

Garantie
des em-
prunts.

"28. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tous emprunts effectués par la Commission en vertu de la présente loi.

Garantie
des obli-
gations

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également garantir l'exécution de toute obligation de ladite Commission pour le paiement de sommes d'argent.

Avances à
la commis-
sion.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à avancer à la Commission tout montant jugé nécessaire pour ses opérations; ces avances portent intérêt au taux payé sur les emprunts contractés par la province à cette fin, selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Fonds
consolidé.

Les fonds requis pour avances ou garanties en vertu du présent article, sont pris sur le fonds consolidé du revenu.

SECTION V

POUVOIRS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION

Produc-
tion, etc.
d'énergie.

"29. La Commission peut produire, acquérir, vendre, transporter et distribuer de l'énergie dans toute la province.

Immeu-
bles, etc.

La Commission peut, à cette fin, construire, acheter ou louer tous immeubles, constructions ou appareils requis.

Sous-pro-
duits, etc.

La Commission peut disposer de tout sous-produit provenant de ses opérations et le transformer; elle peut fabriquer tous appareils nécessaires pour ses fins ou pour l'utilisation d'énergie par elle-même ou par d'autres personnes et faire le commerce de tels appareils.

Usines,
etc.

La Commission peut acquérir ou louer tous immeubles requis pour y établir des

DIVISION IV

LOANS BY THE COMMISSION

"27. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, borrow money and issue notes or bonds bearing interest at such rate as it may fix, payable at such time and place and in such manner as it may determine, either in Canadian currency or in any other currency, in Canada or elsewhere.

"28. The Lieutenant-Governor in Council may, upon such conditions as he may fix, guarantee the payment in principal and interest of any loans effected by the Commission under this act.

The Lieutenant-Governor in Council may also guarantee the performance of any obligation of the said Commission for the payment of sums of money.

The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to advance to the Commission any sum deemed necessary for its operations, such advances bearing interest at the rate paid on the loans contracted by the Province for such purpose, as determined by the Lieutenant-Governor in Council.

The funds required for advances or guarantees under this section shall be taken out of the consolidated revenue fund.

DIVISION V

SPECIAL POWERS OF THE COMMISSION

"29. The Commission may generate, acquire, sell, transmit and distribute power throughout this Province.

The Commission may, for such purpose, construct, purchase or lease any immoveables, constructions or apparatus required.

The Commission may dispose of any by-products arising out of its operations and transform the same; it may manufacture all apparatus necessary for its purposes or for the utilization of power by itself or by other persons and deal in such apparatus.

The Commission may acquire or lease any immoveables required for establish-

usines, des bureaux, magasins ou entrepôts et elle peut louer, dans ses immeubles, l'espace qui n'est pas requis pour ses propres fins.

Brevets d'invention. La Commission peut acquérir, par transfert ou permis, des brevets d'invention et elle peut en disposer.

Droit de placer des fils, etc. **"30.** La Commission peut placer des poteaux, fils, conduits ou autres appareils sur, à travers, au-dessus, au-dessous ou le long de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau, aux conditions fixées par entente avec la municipalité concernée en vertu d'un règlement municipal, ou, à défaut de tel accord, par la Régie.

Droit de passage. Tout préposé de la Commission peut pénétrer sur tout immeuble pour installer les conduits, fils et autres appareils requis pour la fourniture d'énergie ou pour les réparer et faire tous travaux requis à cette fin, à charge de payer tous dommages qui pourraient être causés par sa faute.

Appareils exempts de saisie, etc. **"31.** Les conduits, fils, compteurs et autres appareils placés par la Commission dans tout immeuble sont exempts de tout privilège de locateur et ils ne peuvent être saisis par le propriétaire de l'immeuble ni sur lui et ils ne font pas partie de l'immeuble où ils sont placés.

Biens imprescriptibles. Les biens de la Commission sont imprescriptibles au même titre que les biens du domaine public. Cette disposition ne s'applique pas aux créances dues à la Commission ou dont elle est redevable, lesquelles sont soumises aux prescriptions de droit commun.

Concessions du domaine public. **"32.** Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, concéder à la Commission, aux conditions qu'il fixe, tous immeubles ou forces hydrauliques faisant partie du domaine public requis pour les fins de la Commission.

Expropriations. **"33.** Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut acquérir, par voie d'expropriation:

a) Toutes forces hydrauliques non exploitées;

b) Tous immeubles, servitudes ou constructions requis pour l'exploitation des forces hydrauliques détenues par la Com-

ing thereon plants, offices, stores or warehouses and it may lease any space in its immoveables not required for its own purposes.

Patent rights. The Commission may acquire, by transfer or license, patents of invention and may dispose of the same.

Right to place poles, etc. **"30.** The Commission may place poles, wires, conduits or other apparatus on, across, over, under or along any public road, street, public square or watercourse, upon conditions fixed by agreement with the municipality concerned under a municipal by-law or, failing such agreement, by the Board.

Right of way. Any agent of the Commission may enter upon any immovable to install conduits, wires or other apparatus required for the supplying of power or to repair them and to do all work required for such purpose, subject to paying any damage which may be caused through his fault.

Apparatus exempt from seizure, etc. **"31.** The conduits, wires, meters and other apparatus placed by the Commission in any immovable shall be free from any lessor's privilege and shall not be seized by or against the owner of the immovable, nor shall they form part of the immovable in which they are placed.

Property not subject to prescription. The property of the Commission shall be imprescriptible on the same footing as property of the public domain. This provision shall not apply to debts owing to the Commission or for which it may be liable, which shall be subject to the ordinary provisions of law.

Grants from public domain. **"32.** The Minister may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, grant to the Commission, upon such conditions as he may fix, any immoveables or waterpowers forming part of the public domain, required for the purposes of the Commission.

Expropriations. **"33.** With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Commission may acquire by expropriation:

a. Any undeveloped waterpower;

b. Any immovable, servitude or construction required for the exploitation of waterpowers held by the Commission

mission ou pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie;

c) Tous immeubles requis pour la construction de chemins destinés à donner accès aux usines de la Commission ou à remplacer des chemins rendus inutilisables par ses travaux.

Restriction du droit d'expropriation.

L'autorisation de la Législature est requise pour l'expropriation d'une force hydraulique aménagée de plus de deux cents chevaux et des immeubles requis pour son exploitation et pour la production, la transmission ou la distribution de l'énergie en provenant.

Expropriation d'immeuble dont partie est requise.

"34. Quand une partie seulement d'un immeuble est requise, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à l'exproprier en entier et la Commission peut alors disposer de la partie dont elle n'a pas besoin.

Travaux projetés.

"35. Les pouvoirs d'expropriation accordés à la Commission peuvent être exercés en vue de travaux projetés et avant que l'exécution de ces travaux ne soit autorisée.

Biens, etc. dans province voisine.

"36. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter ou louer ou autrement se procurer toutes forces hydrauliques, immeubles ou droits réels situés dans une province voisine et y exécuter tous travaux du genre de ceux autorisés par la présente section, et faire à cette fin tout contrat jugé opportun.

Rivières navigables.

"37. En ce qui concerne des travaux dans des rivières navigables, la Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire avec le gouvernement du Dominion du Canada, toute entente jugée opportune et accomplir toute formalité jugée nécessaire.

Extension du droit d'expropriation.

"38. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale autre que la loi 7 George VI, chapitre 20.

Procédure.

"39. L'expropriation autorisée par la présente loi est faite en la manière prévue par la loi pour l'expropriation par le gouvernement de cette province, lorsqu'elle

or for the generation, transmission or distribution of power;

c. Any immovable required for the building of roads to give access to the Commission's plants or to replace roads rendered unserviceable by its works.

Restriction upon expropriation.

The authorization of the Legislature is required for the expropriation of a developed waterpower of more than two hundred horsepower and of immoveables required for its operation and for the generation, transmission or distribution of power so developed.

Expropriation where part only required.

"34. When a portion only of an immovable is required, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Commission to expropriate it in its entirety and the Commission may then dispose of the portion which it does not need.

Proposed work.

"35. The powers of expropriation granted to the Commission may be exercised in view of proposed work and before the execution of such work is authorized.

Property, etc., in neighbouring provinces.

"36. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, purchase or lease or otherwise acquire any waterpowers, immoveables or real rights situated in a neighbouring province and perform therein all works such as those authorized by this division, and for such purpose make any contract deemed expedient.

Navigable rivers.

"37. As regards work in navigable rivers, the Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into any agreement with the Government of the Dominion of Canada deemed expedient and observe any formality deemed necessary.

Extent of expropriation.

"38. The powers of expropriation conferred by this act may be exercised with regard to any immovable even though it be devoted to a public use and be not even liable to expropriation by reason of some general law or special act other than the act 7 George VI, chapter 20.

Procedure.

"39. The expropriation authorized by this act shall be made in the manner provided by law for expropriations by the Government of this Province, when re-

est requise pour les fins de la Loi de la voirie (chap. 141), la Commission agissant aux lieu et place du ministre et en exerçant les pouvoirs.

Achat
d'actions,
etc.

"40. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter des actions ou autres valeurs de toute compagnie détenant des forces hydrauliques ou ayant le droit de faire le commerce d'énergie ou un autre commerce que la Commission est autorisée à faire.

quired for the purposes of the Roads Act (Chap. 141), the Commission acting in the place and stead of the Minister and exercising his powers.

"40. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, purchase shares or other securities of any company in possession of waterpowers or having the right to deal in power or to carry on any business which the Commission is authorized to carry on.

Acquisition
of
shares,
etc.

SECTION VI

TAXATION

Taxes sur
magasins
de détail,
etc.

"41. La Commission devra payer les taxes municipales et scolaires, comme un contribuable ordinaire, sur tout immeuble lui appartenant, servant comme magasin de détail, immeuble à bureaux ou manufacture d'appareils, et elle devra payer les taxes d'affaires et taxes locatives sur tout immeuble loué ou occupé par elle pour ces fins.

Immeu-
bles pour
produc-
tion
d'énergie,
etc.

Quant aux immeubles possédés ou occupés par la Commission pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie, elle sera tenue de payer les taxes municipales et scolaires sur l'évaluation de tout terrain possédé par elle et occupé pour ces fins d'après la valeur moyenne de semblable terrain dans la localité.

Taxation
plus éle-
vée, tem-
poraire.

"42. Dans toute municipalité où la Commission sera devenue propriétaire d'une entreprise de production ou de distribution d'énergie payant, lors de l'acquisition par la Commission, un montant de taxes plus élevé que celui résultant de l'application des dispositions ci-dessus, la Commission devra, pendant une période de vingt ans, à compter de l'acquisition, payer des taxes municipales et scolaires au moins égales aux taxes exigibles de cette entreprise au cours de l'année précédant l'acquisition.

SECTION VII

ÉLECTRIFICATION RURALE

Avances.

"43. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la Commission jusqu'à concurrence de dix millions de

DIVISION VI

TAXATION

"41. The Commission shall pay, as an ordinary ratepayer, municipal and school taxes on every immovable belonging to it and used as a retail store, office building or manufactory of apparatus, and it shall pay business and tenants' taxes on every immovable rented or occupied by it for such purposes.

Taxes on
retail
stores, etc.

As to immovables possessed or occupied by the Commission for the generation, transmission or distribution of power, it shall pay municipal and school taxes upon the valuation of all land possessed by it and occupied for such purposes, according to the average value of similar land in the locality.

Genera-
tion
plants,
etc.

"42. In every municipality where the Commission becomes owner of an undertaking for the generation or distribution of power which, when acquired by the Commission, is paying a greater amount of taxes than would result from the application of the above provisions, the Commission shall, for a period of twenty years to be computed from the acquisition, pay municipal and school taxes at least equal to the taxes exigible from such undertaking during the year preceding the acquisition.

Interim
taxation
at higher
rate.

DIVISION VII

RURAL ELECTRIFICATION

"43. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to make advances to the Commission to the extent of ten million dollars

Advances.

dollars à un taux d'intérêt de deux pour-cent, amortissables sur une période n'excédant pas cinquante ans, pour la construction de lignes de distribution d'électricité pour le service de toute municipalité rurale.

Fonds consolidé. Le montant de ces avances est pris sur le fonds consolidé du revenu.

Dispense d'intérêt, etc. pendant certain temps.

Sur le rapport de la Commission attestant que la construction d'une ligne pour le service d'une municipalité rurale est nécessaire et que les conditions ne permettent pas de rencontrer, au début, le montant entier de l'intérêt et du fonds d'amortissement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut dispenser du paiement total ou partiel de l'intérêt et de l'amortissement sur toute avance requise pour la construction d'une telle ligne pour une période n'excédant pas cinq ans.

Travaux compris dans installation de lignes.

"44. Pour les fins de l'article précédent, la construction de lignes de distribution d'électricité comprend les lignes de transmission primaires et secondaires, les transformateurs et compteurs ainsi que les raccordements de service de la longueur fixée par la Commission.

Conventions pour fourniture d'énergie.

"45. La Commission est autorisée à faire des conventions avec tout distributeur d'électricité pour la fourniture d'énergie électrique à des lignes construites en vertu de la présente section et pour l'entretien et l'exploitation de ces lignes.

Idem.

La Commission peut également faire de pareilles conventions avec des corporations municipales ou des syndicats coopératifs.

Résiliation.

Toute convention ainsi faite doit réserver aux parties le droit de la résilier en tout temps, sur avis d'au plus un an.

Pouvoir de la Régie.

"46. Au cas où la Commission ne pourrait s'entendre avec un distributeur d'électricité pour les fins prévues à l'article précédent, la Régie pourra fixer, par ordonnance, les conditions auxquelles ce distributeur devra se conformer en suivant la procédure prescrite à la Loi de l'électricité (chap. 99) et sous les mêmes sanctions.

Prêts pour installations sur fermes.

"47. La Commission est autorisée à consentir des prêts soit directement, soit par l'intermédiaire de corporations muni-

at a rate of interest of two per cent, amortizable over a period of not more than fifty years, for the construction of electric distribution lines for the service of any rural municipality.

The amount of such advances shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Consolidated revenue fund.

Upon a report of the Commission attesting that the construction of a line to serve a rural municipality is necessary and that conditions are such that the full amount of interest and sinking-fund cannot be met at the outset, the Lieutenant-Governor in Council may dispense with payment, in whole or in part, of the interest and amortissement on any advance requisite for the construction of such line for a period not exceeding five years.

Interest, etc., may be dispensed with for certain time.

"44. For the purposes of the preceding section, the construction of electric distribution lines shall include primary and secondary transmission lines, and transformers and meters, as well as service connections of such length as the Commission may fix.

Works included in distribution lines.

"45. The Commission is authorized to make agreements with any distributor of electricity for the supplying of electric power to lines constructed under this division and for the maintenance and operation of such lines.

Agreements for supply of power.

The Commission may also make similar agreements with municipal corporations or cooperative syndicates.

Idem.

Every agreement so made must reserve to the parties the right to cancel it at any time, upon a notice of one year at most.

Right to cancel.

"46. Should the Commission be unable to agree with a distributor of electricity for the purposes contemplated in the preceding section, the Board may, by an order, fix the conditions with which such distributor must comply, according to the procedure prescribed by the Electricity Act (Chap. 99) and under the same penalties.

Powers of Board.

"47. The Commission is authorized to grant loans, either directly or through the agency of municipal corporations or

Loans for farm installations.

cipales ou de syndicats coopératifs, pour les frais d'installation électrique sur toute ferme susceptible d'être desservie par une ligne construite en vertu de la présente section.

Limite. Le montant du prêt consenti pour une même ferme, ne peut dépasser trois cents dollars et le total prêté en aucun temps ne doit pas excéder un million de dollars.

Taux d'intérêt, etc. La Commission fixe le taux d'intérêt et les conditions auxquelles ces prêts peuvent être accordés, le terme fixé pour le remboursement total ne devant pas excéder dix ans.

cooperative syndicates, for the cost of electrical installations on any farm susceptible of being served by a line constructed under this division.

The amount of the loan granted for any one farm shall not exceed three hundred dollars and the total loans outstanding at any time must not exceed one million dollars.

The Commission shall fix the rate of interest and the conditions upon which such loans may be granted. The period set for total repayment must not exceed ten years.

SECTION VIII

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Applica-
tion res-
treinte de
S.R., c. 99. "48. La Commission n'est réputée un service public au sens de la Loi de l'électricité (chap. 99) que pour les fins des paragraphes 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 6 de ladite loi.

Idem, de
S.R.,
c. 143. "49. La Commission n'est réputée une entreprise publique au sens de la Loi des transports et communications (chap. 143), que pour les fins des articles 16, 17, 19 et 23 de ladite loi, ainsi que pour les fins des deuxième et troisième alinéas de l'article 18 de la même loi.

S.R. c. 45.
non applica-
ble. "50. La Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement (chap. 45) ne s'applique pas à la Commission."

EXPROPRIATION DE CERTAINES ENTREPRISES

Entreprise de
Montreal
Light,
Heat
& Power
Consol-
idated,
expro-
priée. 2. A compter du 15 avril 1944, l'entreprise de production et de distribution, en cette province, de gaz et d'électricité de Montreal Light, Heat & Power Consolidated, corporation instituée par la loi 6 George V, chapitre 82, devient la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, corporation instituée par la présente loi, de la même manière que si toute cette entreprise était un immeuble exproprié par le gouvernement de cette province de la façon prescrite par la Loi relative à l'expropriation (4 George VI, chapitre 71), et cela sans qu'il soit nécessaire

DIVISION VIII

SPECIAL PROVISIONS

"48. The Commission shall not be deemed a public service within the meaning of the Electricity Act (Chap. 99), except for the purposes of sub-paragraphs 1, 2, 3 and 5 of section 6 of the said act.

"49. The Commission shall not be deemed a public service within the meaning of the Transportation and Communication Act (Chap. 143), except for the purposes of sections 16, 17, 19 and 23 of the said act and for the purposes of the second and third paragraphs of section 18 thereof.

"50. The Act to establish a General Purchasing Service for the Government (Chap. 45) shall not apply to the Commission."

EXPROPRIATION OF CERTAIN UNDERTAKINGS

2. From and after the 15th of April, 1944, the undertaking for the generating and distributing, in this Province, of gas and electricity of Montreal Light, Heat & Power Consolidated, a corporation incorporated by the act 6 George V, chapter 82, shall become the property of the Quebec Hydro-Electric Commission, the corporation established by this act, as if all such undertaking were an immovable expropriated by the Government of this Province as contemplated by the Act respecting expropriation (4 George VI, chapter 71), but it shall not be necessary

d'accomplir aucun des actes ou formalités prévus dans ladite loi ou dans toute autre loi générale ou spéciale, les présentes tenant lieu de l'accomplissement desdits actes et formalités et constituant le titre de propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, à ladite entreprise et à tous les biens qu'elle comprend et ayant pour effet d'en mettre la Commission hydroélectrique de Québec en possession et ce, notwithstanding toute disposition contraire.

to perform or observe any of the actions or formalities contemplated by the said act or by any other general law or special act, these presents being in lieu of such performance or observance and constituting the title of ownership of the Quebec Hydro-Electric Commission to the said undertaking and to all the property comprised in it and having the effect of putting the Quebec Hydro-Electric Commission in possession thereof, notwithstanding any provision to the contrary.

Droits résultant des actes de fiducie.

3. L'expropriation décrétée par l'article précédent ne portera pas préjudice aux droits résultant de l'acte de fiducie consenti par ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated en faveur de Montreal Trust Company comme fiduciaire, daté le 1er février 1936, y compris les actes supplémentaires, ni aux droits consentis par Provincial Light, Heat & Power Company par acte de fiducie en faveur de National Trust Company Limited comme fiduciaire, daté le premier septembre 1906, et la Commission hydroélectrique de Québec sera tenue de satisfaire à toutes les obligations contractées par lesdites compagnies en vertu desdits actes, y compris l'intérêt payable à compter du 15 avril 1944 sur les obligations émises en vertu d'iceux, ladite Commission hydroélectrique de Québec étant, par l'effet de la présente loi, substituée auxdites compagnies pour toutes les fins desdits actes, à l'exception des droits se rattachant à des biens qui ne forment pas partie de l'entreprise visée à l'article précédent.

3. The expropriation enacted by the preceding section shall not prejudice the rights resulting from the trust deed entered into by the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated in favour of Montreal Trust Company as trustee, dated the 1st of February, 1936, including deeds supplemental thereto, nor the rights granted by Provincial Light, Heat & Power Company by trust deed in favour of National Trust Company Limited as trustee, dated the 1st of September, 1906, and the Quebec Hydro-Electric Commission shall be bound to perform all the obligations contracted by the said companies under the said deeds, including the interest payable as from the 15th of April, 1944, on the bonds issued in virtue thereof, the said Quebec Hydro-Electric Commission being hereby substituted for the said companies for all the purposes of the said deeds, except rights relating to property which does not form part of the undertaking contemplated in the preceding section.

Rights and obligations under trust deeds.

Billets en cours.

La Commission hydroélectrique de Québec sera également tenue de payer avec l'intérêt à compter du 15 avril 1944, le montant des billets (*3 Per Cent Convertible Note Certificates*) en cours émis par ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated échéant le premier juillet 1949.

The Quebec Hydro-Electric Commission shall also pay, with interest from the 15th of April, 1944, the amount of the outstanding 3 Per Cent Convertible Note Certificates issued by the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated and falling due on the 1st of July, 1949.

Obligations respecting note issue.

Conséquence de l'expropriation.

L'expropriation et la substitution décrétées par les présentes n'auront pas pour effet de rendre exigibles les obligations émises en vertu des actes susmentionnés et ne constitueront point un acte de défaut.

The expropriation and substitution hereby enacted shall not have the effect of rendering exigible the bonds issued under the above-mentioned deeds and shall not constitute an act of default.

Effect of expropriation.

Biens compris dans l'expropriation.

4. 1. L'entreprise expropriée visée à l'article 2 de la présente loi comprend tous les biens meubles et immeubles servant à la production, à la transmission et à la

4. 1. The expropriated undertaking contemplated in section 2 of this act shall include all property, moveable and immoveable, serving for the generation,

Property included in expropriation.

distribution du gaz et de l'électricité ou aux services administratifs s'y rattachant ou aux industries ou commerces connexes, y compris les stocks ou approvisionnements ainsi que les archives, statistiques et livres de comptes s'y rapportant, soit que lesdits biens appartiennent à ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated ou à l'une quelconque des compagnies (ci-après appelées "compagnies composantes") énumérées à l'annexe "A" de la présente loi.

transmission and distribution of gas and electricity or for the administrative services relating thereto or for industries or businesses connected therewith, including stocks or supplies and also the records, statistics and account books relating thereto, whether the said property belongs to the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated or to any of the companies (hereinafter called "component companies") enumerated in Schedule A to this act.

Accès aux archives, etc.

2. La Commission hydroélectrique de Québec devra donner à ladite Montreal Light, Heat and Power Consolidated et à ses procureurs accès aux archives, statistiques et livres de compte visés au paragraphe précédent et lui permettre d'en prendre des copies ou extraits.

2. The Quebec Hydro-Electric Commission shall give the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated and its attorneys access to the records, statistics and account books contemplated in the preceding subsection and permit it to make copies or extracts thereof or therefrom.

Access to records, etc.

Contrats continués.

3. A l'exception des contrats entre ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated et toute compagnie composante ou entre compagnies composantes, l'entreprise expropriée comprend les contrats y relatifs lesquels se continueront en faveur de la Commission hydroélectrique de Québec aux lieu et place de ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated ou de toute compagnie composante et la Commission hydroélectrique de Québec sera tenue des obligations en vertu desdits contrats à compter du 15 avril 1944 sous réserve du droit de répudier tout contrat fait après le 22 mars 1944 en dehors du cours ordinaire des affaires.

3. With the exception of contracts between the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated and any component company or between component companies, the expropriated undertaking shall include the contracts relating thereto, which shall be continued in favour of the Quebec Hydro-Electric Commission in the place and stead of the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated or of any component company, and the Quebec Hydro-Electric Commission shall be bound by the obligations resulting from the said contracts from and after the 15th of April, 1944, subject to the right to repudiate any contract made after the 22nd of March, 1944, outside the ordinary course of business.

Contracts continued.

Réserve.

Proviso.

Actions, etc., exclues.

4. L'entreprise expropriée ne comprend pas les actions, obligations ou autres valeurs détenues par ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated, ou par toute compagnie composante, ni les autres placements faits par elle, ni les créances à elle dues le 15 avril 1944, qu'elles soient échues ou non échues à ladite date.

4. The expropriated undertaking shall not include the shares, bonds or other securities held by the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated or any component company, nor the other investments made by it, nor the debts owing to it on the 15th of April, 1944, whether due or not yet due at the said date.

Shares, etc., excluded.

Partage proportionnel de créances.

5. Aux fins de déterminer le montant de toute créance due le 15 avril 1944 par un client de l'entreprise expropriée, ou le montant de toute dette par elle due à un fournisseur, au cas où la quantité de gaz, d'électricité ou d'autre marchandise

5. For the purpose of determining the amount of all debts due on the 15th of April, 1944, by a customer of the expropriated undertaking, or payable by it to a supplier on the said date, in case the quantity of gas, electricity or other mer-

Pro rata determination of indebtedness.

ou service jusqu'à ladite date ne serait pas constatée, la créance ou dette pour la période en cours à ladite date, sera divisée proportionnellement au nombre de jours de ladite période précédant ladite date par rapport au nombre de jours écoulés depuis.

Percep-
tion de
montants
dus par
clients.

6. La Commission hydroélectrique de Québec percevra les montants dus par les clients de ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated et pourra en recouvrer le montant par action en justice, ou autrement, en son propre nom et sans être tenue de mettre en cause ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated, mais à charge de lui rendre compte des sommes perçues sur lesdites créances dues le 15 avril 1944, tel que ci-dessus déterminé.

Dépôts,
etc. de
clients.

7. La Commission hydroélectrique de Québec sera tenue, envers tout client de ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated, du montant de tout dépôt ou avance faits par lui et le montant de tel dépôt ou avance, y compris l'intérêt couru à la date du 15 avril 1944, sera retenu par la Commission hydroélectrique de Québec de toute somme payable à ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Biens
extra-
provin-
ciaux,
exclus.

8. L'entreprise visée à l'article 2 de la présente loi ne comprend aucun bien qui n'est pas situé en la province de Québec.

Transport
de con-
trats.

9. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la Commission hydroélectrique de Québec exécutera toutes les obligations de Montreal Light, Heat & Power Consolidated résultant de tout contrat qui, sans le paragraphe précédent, formerait partie de l'entreprise visée par la présente loi, si Montreal Light, Heat & Power Consolidated consent à lui transporter tel contrat.

Pensions
aux
employés
de la
compa-
gnie.

10. La Commission hydroélectrique de Québec devra continuer à verser les pensions de retraite accordées par Montreal Light, Heat & Power Consolidated en vertu de l'article 17 de ses règlements et à accorder des pensions au personnel de ladite compagnie passé à son service; à ces fins, Montreal Trust Company devra lui remettre les argents et valeurs déposés

chandise or service up to the said date shall not have been established, the debt or claim for the period current at the said date shall be divided in the proportion that the number of days of the said period preceding the said date bears to the number of days elapsed thereafter.

6. The Quebec Hydro-Electric Commission shall collect all sums due by customers of the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated and may recover the amount thereof by action at law or otherwise, in its own name and without being obliged to implead the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated, but subject to the obligation of accounting to it for all sums collected on the said debts owing on the 15th of April, 1944, as above determined.

Collec-
tions from
custom-
ers.

7. The Quebec Hydro-Electric Commission shall be liable towards every customer of the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated for the amount of any deposit or advance made by him, and the amount of such deposit or advance, including interest accrued up to the 15th of April, 1944, shall be retained by the Quebec Hydro-Electric Commission from any sum payable to the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Deposits,
etc., of
custom-
ers.

8. The undertaking contemplated in section 2 of this act shall not include any property not situated in the Province of Quebec.

Property
outside
Province,
excluded.

9. Subject to the provisions of subsection 3, the Quebec Hydro-Electric Commission shall execute all the obligations of Montreal Light, Heat & Power Consolidated resulting from any contract which, but for the preceding subsection, would form part of the undertaking contemplated by this act, if Montreal Light, Heat & Power Consolidated agrees to transfer such contract to it.

Transfer
of con-
tracts by
agree-
ment.

10. The Quebec Hydro-Electric Commission shall continue to pay the retirement pensions granted by Montreal Light, Heat & Power Consolidated under article 17 of its by-laws and to grant pensions to members of the staff of the said company who have entered the service of the Commission; and for such purposes Montreal Trust Company shall turn over to the

Pensions
to em-
ployees of
company.

entre ses mains par ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated comme fonds de pension.

Commission the moneys and securities deposited with it by the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated as a pension fund.

Indem-
nité.

5. L'indemnité payable par la Commission hydroélectrique de Québec à raison de l'expropriation décrétée par l'article 2 de la présente loi, sera la somme capitale sur laquelle un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de ladite entreprise, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la Loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99) ou de la Loi des transports et communications (Statuts refondus, 1941, chapitre 143), selon le cas, avec en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui.

5. The indemnity payable by the Quebec Hydro-Electric Commission upon the expropriation enacted by section 2 of this act shall be the capital sum on which a revenue may be allowed by reason of the operation of the said undertaking, in the fixing of rates under the provisions of the Electricity Act (Revised Statutes, 1941, chapter 99) or of the Transportation and Communication Act (Revised Statutes, 1941, chapter 143), as the case may be, with, in addition, ten per cent on such capital as compensation for the forcible repayment thereof.

Déprécia-
tion, etc.

Dans la détermination de ladite somme capitale une déduction appropriée sera faite pour toute dépréciation et désuétude.

In the determining of the said capital sum, appropriate deductions shall be made for all depreciation and desuetude.

Déduc-
tion pour
obliga-
tions et
billets.

Il sera déduit de ladite somme capitale le montant capital des obligations et billets mis à la charge de la Commission hydroélectrique de Québec par l'article 3 de la présente loi; si le montant desdits billets et obligations excède le montant de ladite somme capitale, la Commission hydroélectrique de Québec aura droit de recouvrer la différence avec l'intérêt au taux légal depuis le 15 avril 1944 et sera, pour cette réclamation, subrogée aux droits et privilèges du fiduciaire sur les biens ne formant pas partie de l'entreprise visée par l'article 2 de la présente loi.

There shall be deducted from the said capital sum the capital amount of the bonds and notes for which the Quebec Hydro-Electric Commission is made liable under section 3 of this act; and if the amount of the said bonds and notes exceeds the amount of the said capital sum, the Quebec Hydro-Electric Commission shall be entitled to recover the difference with interest thereon at the legal rate from the 15th of April, 1944, and shall, for such claim, be subrogated in the rights and privileges of the trustee against property not forming part of the undertaking contemplated by section 2 of this act.

Intérêt.

Le montant net de l'indemnité portera intérêt au taux légal à compter du 15 avril 1944.

Interest at the legal rate shall be payable on the net amount of the indemnity from the 15th of April, 1944.

Libéra-
tion de la
charge des
actes de
fiducie.

Dans les six mois de la détermination finale de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec devra faire en sorte que les biens ne formant pas partie de l'entreprise expropriée, soient libérés de la charge des actes de fiducie mentionnés à l'article 3, et que Montreal Light, Heat & Power Consolidated soit déchargée de toute obligation découlant desdits actes de fiducie, le tout sur paiement, s'il y a lieu, de la réclamation prévue au troisième alinéa du présent article.

Within six months from the date of the final determining of the said indemnity, the Quebec Hydro-Electric Commission shall be obliged to cause the property, not forming part of the expropriated undertaking, to be discharged from the lien created by the trust deeds referred to in section 3, and to cause Montreal Light, Heat & Power Consolidated to be released from all obligations resulting from the said trust deeds, the whole upon payment of the claim, if any, contemplated in the third paragraph of this section.

Procédure
pour
fixation
de l'in-
demnité.

6. La procédure à suivre pour déterminer le montant de l'indemnité prévue à l'article précédent sera celle prescrite par la loi d'expropriation (articles 1066a à 1066z inclusivement, du Code de procédure civile) pour les expropriations par le gouvernement de la province, de la même manière que si l'entreprise expropriée était un immeuble au sens de ladite loi, mais avec les modifications suivantes:

1° Le délai fixé au paragraphe d) de l'article 1066b pour l'acceptation de l'offre sera porté à trente jours;

2° Le plan et la description prévus aux articles 1066c, 1066v et 1066w ne seront pas requis;

3° La Cour supérieure du district de Montréal sera réputée la Cour supérieure du district où se trouvent les biens expropriés;

4° La présente loi aura l'effet du dépôt prévu à l'article 1066v, lequel dépôt ne sera pas requis;

5° Montreal Light, Heat & Power Consolidated sera réputée l'exproprié, l'avis prévu à l'article 1066w lui sera signifié et le paiement de l'indemnité lui sera valablement fait;

6° La Commission hydroélectrique de Québec agira au lieu et place du ministre ayant la direction des travaux publics pour lequel l'expropriation est requise, et en exercera les pouvoirs.

Assem-
blée des
action-
naires.

7. Aussitôt après la signification de l'avis d'expropriation visé à l'article précédent, les directeurs de Montreal Light, Heat & Power Consolidated devront convoquer une assemblée des actionnaires pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de l'offre d'indemnité, la réclamation à faire en cas de refus et la conduite des procédures relatives à l'expropriation.

Entreprise
de Mont-
real Island
Power
Company,
expro-
priée.

8. A compter du 15 avril 1944, l'entreprise de production et de distribution d'électricité de Montreal Island Power Company, corporation instituée par lettres patentes du 16 avril 1923, devient la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, corporation instituée

6. The procedure to be followed for ascertaining the amount of the indemnity contemplated by the preceding section shall be that prescribed by the expropriation law (articles 1066a to 1066z inclusive, of the Code of Civil Procedure) for expropriations by the Government of the Province, as if the expropriated undertaking were an immovable within the meaning of the said law, but with the following modifications:

1. The delay fixed by sub-paragraph d) of article 1066b for accepting the offer shall be increased to thirty days;

2. The plan and description contemplated by articles 1066c, 1066v and 1066w shall not be required;

3. The Superior Court of the district of Montreal shall be deemed the Superior Court of the district in which the expropriated property is situated;

4. This act shall have the effect of the deposit contemplated in article 1066v, which shall not be required;

5. The Montreal Light, Heat & Power Consolidated shall be deemed the expropriated party, the notice contemplated by article 1066w shall be served upon it, and payment of the indemnity shall be validly made to it;

6. The Quebec Hydro-Electric Commission shall act in the place and stead of the Minister having charge of public works for which the expropriation is requisite and shall exercise his powers.

7. Immediately after the service of the notice of expropriation contemplated in the preceding section, the directors of Montreal Light, Heat & Power Consolidated shall call a meeting of the shareholders to consider whether the offer of indemnity is to be accepted or refused, the claim to be made in the case of refusal, and the conduct of the proceedings respecting the expropriation.

8. From and after the 15th of April, 1944, the undertaking for the generating and distributing of electricity of Montreal Island Power Company, a corporation incorporated by letters patent of the 16th of April, 1923, shall become the property of the Quebec Hydro-Electric Commission,

par la présente loi, de la même manière que si toute cette entreprise était un immeuble exproprié par le gouvernement de cette province de la façon prescrite par la loi relative à l'expropriation (4 George VI, chapitre 71), et cela sans qu'il soit nécessaire d'accomplir aucun des actes ou formalités prévus dans ladite loi générale ou spéciale, les présentes tenant lieu de l'accomplissement desdits actes et formalités et constituant le titre de propriété de la Commission hydroélectrique de Québec à ladite entreprise et à tous les biens qu'elle comprend et ayant pour effet d'en mettre la Commission hydroélectrique de Québec en possession et ce, nonobstant toute disposition contraire.

the corporation established by this act, as if all such undertaking were an immoveable expropriated by the Government of this Province as contemplated by the Act respecting expropriation (4 George VI, chapter 71), but it shall not be necessary to perform or observe any of the actions or formalities contemplated by the said act or by any other general law or special act, these presents being in lieu of such performance or observance and constituting the title of ownership of the Quebec Hydro-Electric Commission to the said undertaking and to all the property comprised in it and having the effect of putting the Quebec Hydro-Electric Commission in possession thereof, notwithstanding any provision to the contrary.

Droits
résultant
des actes
de fiducie.

9. L'expropriation décrétée par l'article précédent ne portera pas préjudice aux droits résultant de l'acte de fiducie consenti par ladite Montreal Island Power Company en faveur de Montreal Trust Company comme fiduciaire, daté le 1er mai 1927, y compris les actes supplémentaires, et la Commission hydroélectrique de Québec sera tenue de satisfaire à toutes les obligations contractées par ladite compagnie en vertu desdits actes, y compris l'intérêt payable à compter du 15 avril 1944 sur les obligations émises en vertu d'iceux, ladite Commission hydroélectrique de Québec étant, par l'effet de la présente loi, substituée à ladite compagnie pour toutes les fins desdits actes.

9. The expropriation enacted by the preceding section shall not prejudice the rights resulting from the trust deed entered into by the said Montreal Island Power Company in favour of Montreal Trust Company as trustee, dated the 1st of May, 1927, including deeds supplemental thereto, and the Quebec Hydro-Electric Commission shall be bound to perform all the obligations contracted by the said company under the said deeds, including the interest payable as from the 15th of April, 1944, on the bonds issued in virtue thereof, the said Quebec Hydro-Electric Commission being hereby substituted for the said company for all the purposes of the said deeds.

Rights
and obligations
under
trust
deeds.

Consé-
quence de
l'expro-
priation.

L'expropriation et la substitution décrétées par les présentes n'auront pas pour effet de rendre exigibles les obligations émises en vertu des actes susmentionnés et ne constitueront point un acte de défaut.

The expropriation and substitution hereby enacted shall not have the effect of rendering exigible the bonds issued under the above-mentioned deeds and shall not constitute an act of default.

Effect of
expro-
priation.

Biens
compris
dans l'ex-
propria-
tion.

10. 1. L'entreprise expropriée visée à l'article 8 de la présente loi comprend tous les biens meubles et immeubles servant à la production, à la transmission et à la distribution de l'électricité ou aux services administratifs s'y rattachant ou aux industries ou commerces connexes, y compris les stocks ou approvisionnements ainsi que les archives, statistiques et livres de comptes s'y rapportant.

10. 1. The expropriated undertaking contemplated in section 8 of this act shall include all property, moveable and immoveable, serving for the generation, transmission and distribution of electricity or for the administrative services relating thereto or for industries or businesses connected therewith, including stocks or supplies and also the records, statistics and account books relating thereto.

Property
included
in expro-
priation.

Accès aux
archives,
etc.

2. La Commission hydroélectrique de Québec devra donner à ladite Montreal

2. The Quebec Hydro-Electric Commission shall give the said Montreal Island

Access to
records,
etc.

Island Power Company et à ses procureurs accès aux archives, statistiques et livres de compte visés au paragraphe précédent et lui permettre d'en prendre des copies ou extraits.

Contrats continués. 3. L'entreprise expropriée comprend les contrats y relatifs lesquels se continueront en faveur de la Commission hydroélectrique de Québec aux lieu et place de ladite Montreal Island Power Company et la Commission hydroélectrique de Québec sera tenue des obligations en vertu desdits contrats à compter du 15 avril 1944 sous réserve du droit de répudier tout contrat fait après le 22 mars 1944 en dehors du cours ordinaire des affaires.

Actions, etc., exclues. 4. L'entreprise expropriée ne comprend pas les actions, obligations ou autres valeurs détenues par ladite Montreal Island Power Company, ni les autres placements faits par elle, ni les créances à elle dues le 15 avril 1944, qu'elles soient échues ou non échues à ladite date.

Partage proportionnel des créances. 5. Aux fins de déterminer le montant de toute créance due le 15 avril 1944 par un client de l'entreprise expropriée, ou le montant de toute dette par elle due à un fournisseur, au cas où la quantité d'électricité ou d'autre marchandise ou service jusqu'à ladite date ne serait pas constatée, la créance ou dette pour la période en cours à ladite date, sera divisée proportionnellement au nombre de jours de ladite période précédant ladite date par rapport au nombre de jours écoulés depuis.

Biens extra-provinciaux exclus. 6. L'entreprise visée à l'article 8 de la présente loi ne comprend aucun bien qui n'est pas situé en la province de Québec.

Transport de contrats. 7. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la Commission hydroélectrique de Québec exécutera toutes les obligations de Montreal Island Power Company résultant de tout contrat qui, sans le paragraphe précédent, formerait partie de l'entreprise visée par la présente loi, si Montreal Island Power Company consent à lui transporter tel contrat.

Indemnité. 11. L'indemnité payable par la Commission hydroélectrique de Québec à rai-

Power Company and its attorneys access to the records, statistics and account books contemplated in the preceding subsection and permit it to make copies or extracts thereof or therefrom.

3. The expropriated undertaking shall include the contracts relating thereto, which shall be continued in favour of the Quebec Hydro-Electric Commission in the place and stead of the said Montreal Island Power Company, and the Quebec Hydro-Electric Commission shall be bound by the obligations resulting from the said contracts from and after the 15th of April, 1944, subject to the right to repudiate any contract made after the 22nd of March, 1944, outside the ordinary course of business.

4. The expropriated undertaking shall not include the shares, bonds or other securities held by the said Montreal Island Power Company, nor the other investments made by it, nor the debts owing to it on the 15th of April, 1944, whether due or not yet due at the said date.

5. For the purpose of determining the amount of all debts due on the 15th of April, 1944, by a customer of the expropriated undertaking, or payable by it to a supplier on the said date, in case the quantity of electricity or other merchandise or service up to the said date shall not have been established, the debt or claim for the period current at the said date shall be divided in the proportion that the number of days of the said period preceding the said date bears to the number of days elapsed thereafter.

6. The undertaking contemplated in section 8 of this act shall not include any property not situated in the Province of Quebec.

7. Subject to the provisions of subsection 3, the Quebec Hydro-Electric Commission shall execute all the obligations of Montreal Island Power Company resulting from any contract which, but for the preceding subsection, would form part of the undertaking contemplated by this act, if Montreal Island Power Company agrees to transfer such contract to it.

11. The indemnity payable by the Quebec Hydro-Electric Commission upon

Contracts continued.

Proviso.

Shares, etc., excluded.

Pro rata determination of indebtedness.

Property outside of Province, excluded.

Transfer of contracts by agreement.

Indemnity.

son de l'expropriation décrétée par l'article 8 de la présente loi, sera la somme capitale sur laquelle un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de ladite entreprise, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la Loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99), avec en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui.

Dépréciation, etc.

Dans la détermination de ladite somme capitale une déduction appropriée sera faite pour toute dépréciation et désuétude.

Déduction pour obligations.

Il sera déduit de ladite somme capitale le montant capital des obligations mis à la charge de la Commission hydroélectrique de Québec par l'article 9 de la présente loi; si le montant desdites obligations excède le montant de ladite somme capitale, la Commission hydroélectrique de Québec aura droit de recouvrer la différence avec l'intérêt au taux légal depuis le 15 avril 1944, sous la forme d'une réduction proportionnelle de chacune desdites obligations.

Intérêt.

Le montant net de l'indemnité portera intérêt au taux légal à compter du 15 avril 1944.

Libération de la charge des actes de fiducie.

Dans les six mois de la détermination finale de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec devra faire en sorte que Montreal Island Power Company soit déchargée de toute obligation découlant des actes de fiducie mentionnés à l'article 9 de la présente loi, sur paiement au fiduciaire, s'il y a lieu, du montant de la réduction prévue au troisième alinéa du présent article.

Procédure pour fixation de l'indemnité.

12. La procédure à suivre pour déterminer le montant de l'indemnité prévue à l'article précédent sera celle prescrite par la loi d'expropriation (articles 1066a à 1066z inclusivement, du Code de procédure civile) pour les expropriations par le gouvernement de la province, de la même manière que si l'entreprise expropriée était un immeuble au sens de ladite loi, mais avec les modifications suivantes:

1° Le délai fixé au paragraphe d) de l'article 1066b pour l'acceptation de l'offre sera porté à trente jours;

the expropriation enacted by section 8 of this act shall be the capital sum on which a revenue may be allowed by reason of the operation of the said undertaking, in the fixing of rates under the provisions of the Electricity Act (Revised Statutes, 1941, chapter 99), with, in addition, ten per cent on such capital as compensation for the forcible repayment thereof.

In the determining of the said capital sum, appropriate deductions shall be made for all depreciation and desuetude. Depreciation, etc.

There shall be deducted from the said capital sum the capital amount of the bonds for which the Quebec Hydro-Electric Commission is made liable under section 9 of this act; and if the amount of the said bonds exceeds the amount of the said capital sum, the Quebec Hydro-Electric Commission shall be entitled to recover the difference with interest thereon at the legal rate from the 15th of April, 1944, in the form of a proportional reduction of each of the said bonds. Deduction for bonds.

Interest at the legal rate shall be payable on the net amount of the indemnity from the 15th of April, 1944. Interest.

Within six months from the date of the final determining of the said indemnity, the Quebec Hydro-Electric Commission shall be obliged to cause Montreal Island Power Company to be released from all obligations resulting from the trust deeds referred to in section 9 of this act, upon payment to the trustee of the amount of the reduction, if any, contemplated in the third paragraph of this section. Discharge from lien created by trust deeds.

12. The procedure to be followed for ascertaining the amount of the indemnity contemplated by the preceding section shall be that prescribed by the expropriation law (articles 1066a to 1066z inclusive, of the Code of Civil Procedure) for expropriations by the Government of the Province, as if the expropriated undertaking were an immovable within the meaning of the said law, but with the following modifications: Procedure for fixing of indemnity.

1. The delay fixed by sub-paragraph d) of article 1066b for accepting the offer shall be increased to thirty days;

2° Le plan et la description prévus aux articles 1066c, 1066v et 1066w ne seront pas requis;

3° La Cour supérieure du district de Montréal sera réputée la Cour supérieure du district où se trouvent les biens expropriés;

4° La présente loi aura l'effet du dépôt prévu à l'article 1066v, lequel dépôt ne sera pas requis;

5° La Commission hydroélectrique de Québec agira au lieu et place du ministre ayant la direction des travaux publics pour lequel l'expropriation est requise, et en exercera les pouvoirs.

Assemblée des actionnaires.

13. Aussitôt après la signification de l'avis d'expropriation visé à l'article précédent, les directeurs de Montreal Island Power Company devront convoquer une assemblée des actionnaires pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de l'offre d'indemnité, la réclamation à faire en cas de refus et la conduite des procédures relatives à l'expropriation.

Actions de Beauharnois Light, Heat & Power Company, expropriées.

14. A compter du 15 avril 1944, toutes les actions formant le fonds social de Beauharnois Light, Heat & Power Company, corporation instituée par la loi 2 Édouard VII, chapitre 72, deviennent la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, corporation instituée par la présente loi, de la même manière que si toutes lesdites actions étaient un immeuble exproprié par le gouvernement de cette province, de la façon prescrite par la Loi relative à l'expropriation (4 George VI, chapitre 71), et cela sans qu'il soit nécessaire d'accomplir aucun des actes ou formalités prévus dans ladite loi ou dans toute autre loi générale ou spéciale, les présentes tenant lieu de l'accomplissement desdits actes et formalités et constituant le titre de propriété de la Commission hydroélectrique de Québec à toutes lesdites actions et ayant pour effet d'en mettre la Commission hydroélectrique de Québec en possession, et ce, nonobstant toute disposition contraire.

Indemnité.

15. L'indemnité payable en raison de l'expropriation décrétée par l'article précédent sera la somme capitale sur laquelle

2. The plan and description contemplated by articles 1066c, 1066v and 1066w shall not be required;

3. The Superior Court of the district of Montreal shall be deemed the Superior Court of the district in which the expropriated property is situated;

4. This act shall have the effect of the deposit contemplated in article 1066v, which shall not be required;

5. The Quebec Hydro-Electric Commission shall act in the place and stead of the Minister having charge of public works for which the expropriation is requisite and shall exercise his powers.

Meeting of shareholders.

13. Immediately after the service of the notice of expropriation contemplated in the preceding section, the directors of Montreal Island Power Company shall call a meeting of the shareholders to consider whether the offer of indemnity is to be accepted or refused, the claim to be made in the case of refusal, and the conduct of the proceedings respecting the expropriation.

Shares of Beauharnois Light, Heat & Power Company, expropriated.

14. From and after the 15th of April, 1944, all the shares of the capital stock of Beauharnois Light, Heat & Power Company, a corporation incorporated by the act 2 Edward VII, chapter 72, shall become the property of the Quebec Hydro-Electric Commission, the corporation established by this act, as if all the said shares were an immoveable expropriated by the Government of this Province as contemplated by the Act respecting expropriation (4 George VI, chapter 71), but it shall not be necessary to perform or observe any of the actions or formalities contemplated by the said act or by any other general law or special act, these presents being in lieu of such performance or observance and constituting the title of ownership of the Quebec Hydro-Electric Commission to all the said shares and having the effect of putting the Quebec Hydro-Electric Commission in possession thereof, notwithstanding any provision to the contrary.

Indemnity.

15. The indemnity payable upon the expropriation enacted by the preceding section shall be the capital sum on which

un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de l'entreprise de ladite Beauharnois Light, Heat & Power Company, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la Loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99), déduction faite de toutes dettes et charges, avec en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui.

Dépréciation, etc.

Dans la détermination de ladite somme capitale une déduction appropriée sera faite pour toute dépréciation et désuétude.

Intérêt.

Ladite indemnité portera intérêt au taux légal à compter du 15 avril 1944.

a revenue may be allowed by reason of the operation of the undertaking of the said Beauharnois Light, Heat & Power Company, in the fixing of rates under the provisions of the Electricity Act (Revised Statutes, 1941, chapter 99), after deducting all debts and charges, with, in addition, ten per cent on such capital as compensation for the forcible repayment thereof.

In the determining of the said capital sum, appropriate deductions shall be made for all depreciation and desuetude.

Interest at the legal rate shall be payable on the said indemnity from the 15th of April, 1944.

Procédure pour fixation d'indemnité.

16. La procédure à suivre pour déterminer le montant de l'indemnité prévue à l'article précédent sera celle prescrite par la loi d'expropriation (articles 1066a à 1066z inclusivement, du Code de procédure civile) pour les expropriations par le gouvernement de la province, de la même manière que si les actions expropriées étaient un immeuble au sens de ladite loi, mais avec les modifications suivantes:

16. The procedure to be followed for ascertaining the amount of the indemnity contemplated by the preceding section shall be that prescribed by the expropriation law (articles 1066a to 1066z inclusive, of the Code of Civil Procedure) for expropriations by the Government of the Province, as if the shares expropriated were an immoveable within the meaning of the said law, but with the following modifications:

1° Le délai fixé au paragraphe d) de l'article 1066b pour l'acceptation de l'offre sera porté à trente jours;

1. The delay fixed by sub-paragraph d) of article 1066b for accepting the offer shall be increased to thirty days;

2° Le plan et la description prévus aux articles 1066c, 1066v et 1066w ne seront pas requis;

2. The plan and description contemplated by articles 1066c, 1066v and 1066w shall not be required;

3° La Cour supérieure du district de Montréal sera réputée la Cour supérieure du district où se trouvent les biens expropriés;

3. The Superior Court of the district of Montreal shall be deemed the Superior Court of the district in which the expropriated property is situated;

4° La présente loi aura l'effet du dépôt prévu à l'article 1066v, lequel dépôt ne sera pas requis;

4. This act shall have the effect of the deposit contemplated by article 1066v, which shall not be required;

5° L'avis prévu à l'article 1066w sera signifié au bureau principal de Beauharnois Light, Heat & Power Company, et à celui de Montreal Trust Company, registraire de ladite compagnie;

5. The notice contemplated by article 1066w shall be served at the head office of Beauharnois Light, Heat & Power Company and at the head office of Montreal Trust Company, the registrar of the said company;

6° La Commission hydroélectrique de Québec agira au lieu et place du ministre ayant la direction des travaux publics pour lesquels l'expropriation est requise, et en exercera les pouvoirs.

6. The Quebec Hydro-Electric Commission shall act in the place and stead of the Minister having charge of public works for which the expropriation is requisite and shall exercise his powers.

Actionnaires expropriés.

17. Pour les fins de l'expropriation visée aux trois articles précédents, le corps des actionnaires exproprié sera considéré comme l'exproprié et lesdits actionnaires de même que les directeurs de Beauharnois Light, Heat & Power Company en fonctions au moment de l'expropriation, et leurs successeurs, continueront, pour ces fins, d'agir comme ils pouvaient le faire avant l'expropriation en vertu des lois et règlements régissant ladite compagnie, le tout sous le nom de "Les Actionnaires de Beauharnois Light, Heat & Power Company".

Assemblée des actionnaires.

Aussitôt après la signification de l'avis d'expropriation, lesdits directeurs devront convoquer une assemblée des actionnaires expropriés pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de l'offre d'indemnité, la réclamation à faire en cas de refus, et la conduite des procédures relatives à l'expropriation. Une seule contestation pourra être produite au nom du corps des actionnaires expropriés; aucun d'eux ne pourra produire une contestation distincte.

Contestation.

Vote.

Toutes les décisions aux assemblées d'actionnaires expropriés seront prises à la majorité des voix, d'après le nombre d'actions expropriées.

Paiement de l'indemnité.

Le paiement de l'indemnité sera valablement fait à Montreal Trust Company en sa qualité de registraire, ou à toute autre personne dans la province que le corps des actionnaires expropriés désignera par résolution transmise à la Commission hydroélectrique de Québec.

Registres d'actions hors de la province.

Il est déclaré que depuis le 22 mars 1944 Beauharnois Light, Heat & Power Company n'a pas le pouvoir de tenir, en dehors de la province, des registres de transfert d'actions.

Réduction du nombre des directeurs de la compagnie, etc.

18. A compter du 15 avril 1944,

a) Le nombre des directeurs de Beauharnois Light, Heat & Power Company est réduit à cinq;

b) Lesdits directeurs sont nommés par la Commission hydroélectrique de Québec durant son bon plaisir et il n'est pas nécessaire qu'ils soient actionnaires de ladite compagnie;

17. For the purposes of the expropriation contemplated by the three preceding sections, the body of expropriated shareholders shall be deemed the expropriated party and the said shareholders, as well as the directors of Beauharnois Light, Heat & Power Company in office at the time of the expropriation, and their successors, shall continue, for such purposes, to act as they might have done before the expropriation under the laws and by-laws governing the said company, the whole under the name of "The Shareholders of Beauharnois Light, Heat & Power Company".

Shareholders as expropriated party.

Immediately after the service of the notice of expropriation, the said directors shall call a meeting of the expropriated shareholders to consider whether the offer of indemnity is to be accepted or refused, the claim to be made in the case of refusal, and the conduct of the proceedings respecting the expropriation. One contestation only may be filed on behalf of the body of expropriated shareholders and none of them shall have the right to file a separate contestation.

Meeting of shareholders.

Contestation.

All decisions at meetings of expropriated shareholders shall be taken by a majority of votes, according to the number of shares expropriated.

Voting.

Payment of the indemnity shall be validly made to Montreal Trust Company in its capacity as registrar, or to any other person in the Province whom the body of expropriated shareholders shall indicate by resolution transmitted to the Quebec Hydro-Electric Commission.

Payment of indemnity.

It is declared that, since the 22nd of March, 1944, Beauharnois Light, Heat & Power Company has not had, nor has it, the power to keep, outside of the Province, registers for the transfer of shares.

Stock registers outside Province.

18. From and after the 15th of April, 1944:

Number of directors of Company, reduced, etc.

a. The number of the directors of Beauharnois Light, Heat & Power Company shall be reduced to five;

b. The said directors shall be appointed by the Quebec Hydro-Electric Commission during pleasure and they need not be shareholders of the said company;

c) L'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil tient lieu de celle des actionnaires;

d) La vérification des comptes de ladite compagnie est faite suivant les dispositions relatives à la vérification des comptes de la Commission hydroélectrique de Québec.

c. The approval of the Lieutenant-Governor in Council shall be in lieu of that of the shareholders;

d. The accounts of the said company shall be audited in accordance with the provisions respecting the auditing of the accounts of the Quebec Hydro-Electric Commission.

DISPOSITIONS FINALES

FINAL PROVISIONS

Commission substitué à Commission des eaux courantes pour convention avec Ontario.

19. Il est, par les présentes, déclaré que la Commission hydroélectrique de Québec est formée par la présente loi pour succéder à la Commission des eaux courantes de Québec pour les fins de la convention visée à l'article 3 de la loi 7 George VI, chapitre 20, et toutes les dispositions de ladite loi et des lois 6 George VI, chapitres 33 et 34, s'appliqueront à la Commission hydroélectrique de Québec aux lieu et place de la Commission des eaux courantes de Québec.

19. It is hereby declared that the Quebec Hydro-Electric Commission is created by this act to succeed the Quebec Streams Commission for the purposes of the agreement contemplated by section 3 of the act 7 George VI, chapter 20, and all the provisions of the said act and of the acts 6 George VI, chapters 33 and 34, shall apply to the Quebec Hydro-Electric Commission instead of to the Quebec Streams Commission.

S.R., c. 98, aa. 78-85 et 1940, c. 22, a. 2, ab.

20. La section IX de la Loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) comprenant les articles 78 à 85 est abrogée de même que l'article 2 de la loi 4 George VI, chapitre 22.

20. Division IX of the Water-Course Act (Revised Statutes, 1941, chapter 98), comprising sections 78 to 85 thereof, and section 2 of the act 4 George VI, chapter 22, are repealed.

Biens administrés par la Commission.

Les biens dont l'administration était confiée à la Commission des eaux courantes de Québec, en vertu des dispositions abrogées par le présent article, seront désormais administrés par la Commission hydroélectrique de Québec tout en demeurant la propriété du gouvernement de cette province qui recevra les profits en provenant et paiera sur le fonds consolidé du revenu les dépenses s'y rapportant.

The property whereof the administration was entrusted to the Quebec Streams Commission under the provisions repealed by this section shall henceforth be administered by the Quebec Hydro-Electric Commission but shall remain the property of the Government of this Province which shall receive the profits thereof and shall pay the expenses relating thereto out of the consolidated revenue fund.

Entrée en vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE A

SCHEDULE A

Montreal Light, Heat & Power
Consolidated
Compagnies composantes

Montreal Light, Heat & Power
Consolidated
Component companies

The Montreal Light, Heat and Power Company.
La Compagnie de Gaz de Montréal.
Compagnie Royale d'Électricité.

The Montreal Light, Heat and Power Company.
The Montreal Gas Company.
Royal Electric Company.

La Compagnie d'Éclairage et de Force Motrice de Montréal et du Saint-Laurent.	The Montreal and St. Lawrence Light and Power Company.
La Compagnie de Lumière Électrique Impériale.	The Imperial Electric Light Company.
The Lachine Rapids Hydraulic and Land Company, (Limited).	The Lachine Rapids Hydraulic and Land Company (Limited).
Citizens Light and Power Company (Limited).	Citizens Light and Power Company (Limited).
Standard Light and Power Company.	Standard Light and Power Company.
Temple Electric Company.	Temple Electric Company.
The Provincial Light, Heat and Power Company.	The Provincial Light, Heat and Power Company.
The Cedars Rapids Manufacturing and Power Company.	The Cedars Rapids Manufacturing and Power Company.
The Merchants' Light, Heat and Power Company.	The Merchants' Light, Heat and Power Company.
Quebec-New England Hydro-Electric Corporation.	Quebec-New England Hydro-Electric Corporation.
The Dominion Light, Heat and Power Company.	The Dominion Light, Heat and Power Company.
St. Paul Electric Light & Power Company.	St. Paul Electric Light & Power Company.